



Rapport financier semestriel

30 juin 2013

Sommaire

A. Rapport d'activité.....	3
B. Comptes consolidés au 30 juin 2013.....	5
Bilan au 30 juin 2013	5
Compte de résultat au 30 juin 2013.....	6
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30 juin 2013	7
Tableau de flux de trésorerie du premier semestre 2013	8
Tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2010 au 30 juin 2013	9
<i>Notes annexes aux États financiers</i>	10
1. Principes comptables et méthodes d'évaluation	10
a. Normes comptables applicables à l'Agence française de développement	10
b. Principes et méthodes.....	10
c. Périmètre de consolidation.....	11
d. Méthodes de consolidation	11
2. Éléments saisonniers	12
3. Événements de la période	12
4. Événements significatifs postérieurs au 30 juin 2013	12
5. Notes annexes relatives aux États financiers au 30/06/2013	13
5.1 Notes relatives au Bilan.....	13
5.2 Notes relatives au Compte de résultat	17
5.3 Informations complémentaires.....	18
C. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013.....	19
D. Responsable du rapport financier semestriel	20

Les totaux des colonnes des tableaux sont susceptibles de différer légèrement de la somme des lignes les composants, du fait des arrondis.

Les abréviations K€ signifient milliers d'euros, M€ signifient millions d'euros et Mds € milliards d'euros.

A. Rapport d'activité

Autorisations

Les autorisations de l'AFD au titre de son activité pour compte propre hors prêts à Proparco (750 M€ au 1^{er} semestre 2013 contre 745 M€ à fin juin 2012) s'élèvent au premier semestre 2013 à 638 M€. Elles comprennent 73 M€ en subventions, 517 M€ en prêts et 47 M€ en garanties.

Les autorisations sont en forte baisse par rapport à 2012 : - 1 887 M€ sur l'ensemble de l'activité. La baisse de l'activité est due à la forte baisse des autorisations de prêts souverains et non souverains, respectivement - 1 678 M€ et - 233 M€ par rapport au 30 juin 2012.

Les autorisations de Proparco dans les pays étrangers s'élèvent à 305 M€ contre 416 M€ à fin juin 2012, soit une baisse de 111 M€.

Dans l'Outre-mer, les opérations du groupe en prêts représentent 113 M€ au 1^{er} semestre 2013 contre 68 M€ au 1^{er} semestre 2012.

Versements

Les versements de l'AFD au titre de son activité pour compte propre hors prêts à Proparco (218 M€ au 1^{er} semestre 2013 contre 278 M€ à fin juin 2012) s'élèvent au 1^{er} semestre 2013 à 1 348 M€. Ils comprennent 114 M€ en subventions, 1 234 M€ en prêts et sont en hausse de 370 M€ par rapport à fin juin 2012.

Les versements de Proparco en prêts et participations dans les pays étrangers s'élèvent à 272 M€ contre 320 M€ à fin juin 2012, soit une baisse de 48 M€.

Dans l'Outre-mer, les versements s'élèvent à 266 M€ au 1^{er} semestre 2013 contre 164 M€ au 1^{er} semestre 2012, soit une hausse de 102 M€.

Résultats financiers

Les États financiers, présentés selon les normes comptables internationales (IFRS), font apparaître un résultat net part du groupe de 90 M€ contre 10 M€ au 30 juin 2012. Cette augmentation s'explique principalement par une hausse de la valorisation des instruments financiers à la juste valeur par résultat (89 M€ par rapport au 30 juin 2012).

Le produit net bancaire généré sur le premier semestre 2013 s'élève à 267 M€ contre 182 M€ au premier semestre 2012.

Le coût du risque passe de - 35 M€ à - 22 M€.

Perspectives

En 2013, l'objectif global du Groupe AFD s'élève à 8 milliards d'euros, conformément aux hypothèses d'activités du Plan d'orientations stratégiques 2012-2016 et en cohérence avec les ressources budgétaires allouées à l'AFD dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens. Ce programme d'activités s'inscrit dans la continuité de l'année 2012 du point de vue de l'atteinte de l'ensemble des objectifs du COM, en particulier pour les opérations en subventions sur les secteurs de la santé et de l'éducation en Afrique subsaharienne et dans les 17 pays pauvres prioritaires. Pour l'AFD, les prévisions d'activités anticipent un maintien, en 2013, d'un niveau d'activités élevé dans l'Outre-mer (1,4 milliard d'euros) et une forte croissance de l'activité non souveraine dans les États étrangers. Elles prévoient également un accroissement substantiel de l'activité en prêts souverains, par rapport à 2012, en Afrique subsaharienne et en Asie-Pacifique.

Facteurs de risque

Le total des risques reste sur une croissance imputable aux prêts en risque propre, les prêts aux risques de l'État étant en légère diminution. L'origine de cette croissance vient d'abord des prêts non souverains dans les États étrangers et dans une proportion moins significative dans l'Outre-mer, puis de Proparco et enfin, dans une moindre mesure, des prêts souverains.

Deux tiers des risques dans les États étrangers sont concentrés en Afrique subsaharienne et en Méditerranée malgré l'évolution significative de la part du risque souverain en Asie (29 % du risque total).

Le portefeuille de risques reste de bonne qualité, la cotation intrinsèque étant identique à celle du 31/12/2012 sur les pays étrangers et en légère baisse sur l'Outre-mer. La qualité du portefeuille en cotation complète est globalement identique à celle du 31 décembre.

B. Comptes consolidés au 30 juin 2012

Bilan au 30 juin 2013

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2013 IFRS	31/12/2012 IFRS
Actif			
Caisse, Banques centrales		13 292	11 518
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1	73 638	66 272
Instruments dérivés de couverture	2	1 102 964	1 317 708
Actifs financiers disponibles à la vente	3	1 815 600	1 477 231
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4	4 966 907	4 494 434
<i>À vue</i>		638 053	343 138
<i>À terme</i>		4 328 854	4 151 296
Prêts et créances sur la clientèle	4	15 293 924	14 775 283
<i>Créances commerciales</i>		3 051	2 744
<i>Autres concours à la clientèle</i>		15 290 873	14 772 539
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>			
<i>Crédit-bail</i>			
Écart de réévaluation de portefeuille couvert en taux		43 159	61 438
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3	690 518	691 751
Actifs d'impôts courants			
Actifs d'impôts différés		14 255	14 743
Comptes de régularisation et autres actifs divers	5	302 249	43 976
<i>Comptes de régularisation</i>		151 359	34 822
<i>Autres Actifs</i>		150 890	9 154
Participations dans les sociétés mises en équivalence	13	158 625	158 687
Immobilisations corporelles	6	190 786	189 267
Immobilisations incorporelles	6	16 009	15 211
Total de l'actif		24 681 926	23 317 519
Passif			
Banques centrales		-	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1	117 648	114 548
Instruments dérivés de couverture	2	658 746	754 670
Dettes envers les établissements de crédit	7	99 818	11 964
<i>À vue</i>		93 161	2 899
<i>À terme</i>		6 657	9 065
Dettes envers la clientèle	7	1 564	2 783
<i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>			-
<i>dont à vue</i>			
<i>Autres dettes</i>		1 564	2 783
<i>dont à vue</i>		1 564	2 783
<i>dont à terme</i>			
Dettes représentées par un titre	7	15 434 710	13 993 148
<i>Bons de caisse</i>			
<i>Titres du marché interbancaire</i>		200 050	300 000
<i>Emprunts obligataires</i>		15 234 660	13 693 148
Écarts de réévaluation de portefeuille couvert en taux			
Passifs d'impôts courants			
Passifs d'impôts différés		121	121
Comptes de régularisation et passifs divers	5	1 760 151	1 929 863
<i>Emprunts auprès du Trésor</i>		234 024	258 076
<i>Fonds publics affectés</i>		246 047	246 617
<i>Autres passifs</i>		1 280 080	1 425 170
Provisions	8	635 212	611 916
Dettes subordonnées		3 214 874	3 190 186
Total des dettes		21 922 844	20 609 199
Capitaux propres Part du Groupe	9	2 533 963	2 490 911
Dotations et réserves liées		860 000	860 000
Réserves consolidées et autres		1 512 263	1 478 629
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		71 922	57 605
Résultat de l'exercice		89 778	94 677
Intérêts minoritaires		225 119	217 409
Total du passif		24 681 926	23 317 519

Compte de résultat au 30 juin 2013

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS	31/12/2012 IFRS
Intérêts et produits assimilés	10-1	545 487	568 731	1 101 633
Opérations avec les établissements de crédit		130 215	155 899	282 290
Opérations avec la clientèle		210 881	195 363	405 324
Obligations et titres à revenu fixe		17 222	25 212	47 839
Autres intérêts et produits assimilés		187 169	192 257	366 180
Intérêts et charges assimilées	10-1	446 045	483 644	933 889
Opérations avec les établissements de crédit		181 022	155 053	319 841
Opérations avec la clientèle		16 213	16 346	32 771
Obligations et titres à revenu fixe		173 609	182 287	356 090
Autres intérêts et charges assimilés		75 201	129 958	225 187
Commissions (produits)		32 464	27 132	59 399
Commissions (charges)		1 127	1 180	2 285
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	10-2	19 146	-70 151	47 122
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		12 519	6 687	16 875
Produits des autres activités		111 233	140 384	211 555
Charges des autres activités		7 012	6 273	75 586
Produit net bancaire		266 665	181 686	424 824
Charges générales d'exploitation		132 293	116 636	263 885
<i>Frais de personnel</i>	11	88 887	80 811	170 267
<i>Autres frais administratifs</i>		43 406	35 825	93 618
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	6	7 255	6 747	14 138
Résultat brut d'exploitation		127 117	58 303	146 801
Coût du risque	12	-22 254	-35 236	-22 261
Résultat d'exploitation		104 863	23 067	124 540
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	13	2 580	2 526	4 459
Gains ou pertes nets sur autres actifs		1 631	-34	81
+/-Variation de la valeur des acquisitions				
Résultat avant impôt		109 074	25 559	129 080
Impôts sur les bénéfices		-10 258	-7 882	-17 093
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net		98 816	17 677	111 987
Intérêts minoritaires		-9 038	-7 796	-17 310
Résultat net - Part du Groupe		89 778	9 881	94 677

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30 juin 2013

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS	31/12/2012 IFRS
Résultat Net	98 816	17 677	111 987
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôt)	16 713	12 354	40 608
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	16 713	12 354	40 608
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	115 529	30 031	152 595
Dont part du Groupe	99 186	19 817	135 048
Dont part des intérêts minoritaires	16 343	10 214	17 547

Tableau de flux de trésorerie du premier semestre 2013

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS	31/12/2012 IFRS
Résultat avant impôts (A)	100 037	17 764	113 754
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7 255	6 337	13 864
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0	
Dotations nettes aux autres provisions (y compris provisions techniques d'assurance)	40 991	55 919	66 971
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-2 579	-2 526	-4 459
Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-513	-3 616	-10 990
Perte nette/(gain net) des activités de financement	1 328	0	0
Autres mouvements	-143 090	69 642	-97 919
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres éléments (B)	-96 608	125 756	-32 532
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-267 160	-540 707	-741 620
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-842 342	-642 081	-2 397 600
Flux liés aux autres opérations affectant des autres actifs ou passifs financiers	1 590 746	1 029 041	2 799 246
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-170 517	303 228	532 279
Impôts versés	-13 821	-5 535	-12 270
= (Diminution) augmentation nette de la trésorerie liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (C)	296 906	143 946	180 036
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (A+B+C)	300 335	287 465	261 258
Flux liés aux actifs financiers et participations	-56 085	-39 751	-83 854
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-8 109	-14 426	-32 181
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-64 194	-54 177	-116 035
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-68 736	14 968	-58 103
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	39 022	-57 903	101 501
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-29 714	-42 935	43 397
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	206 427	190 353	188 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	<u>351 757</u>	<u>163 137</u>	<u>163 137</u>
Solde net des comptes de caisse, banques centrales	11 518	24 099	24 099
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	340 239	139 038	139 038
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	<u>558 184</u>	<u>353 490</u>	<u>351 757</u>
Solde net des comptes de caisse, banques centrales	13 292	21 102	11 518
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	544 892	332 388	340 239
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	206 427	190 353	188 620

Tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2010 au 30 juin 2013

<i>en milliers d'euros</i>	Dotation	Réserves liées à la dotation	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Gains/ pertes latents ou différés	Capitaux propres, part du groupe
Capitaux propres au 31 décembre 2011 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 492 522	65 314	18 750	2 436 586
Quote part du résultat 2011 affectée en réserves avant distribution			65 314	-65 314		0
Dividendes versés						0
Autres variations						0
Résultat 1er semestre 2012			-281	9 881		9 600
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice 2012					10 579	10 579
Capitaux propres au 30 juin 2012 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 557 555	9 881	29 329	2 456 765
Quote part du résultat 2011 affectée dans les réserves			-55 118	55 118		0
Dividendes versés				-55 118		-55 118
Autres variations			-23 808			-23 808
Résultat 2ème semestre 2012				84 796		84 796
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice 2012					28 276	28 276
Capitaux propres au 31 décembre 2012 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 478 629	94 677	57 605	2 490 911
Quote part du résultat 2012 affectée dans les réserves			31 990	-31 990		0
Dividendes versés				-62 687		-62 687
Autres variations			1 644			1 644
Résultat 1er semestre 2013				89 778		89 778
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice 2013					14 317	14 317
Capitaux propres au 30 juin 2013 (Normes IFRS)	400 000	460 000	1 512 263	89 778	71 922	2 533 963

Notes annexes aux États financiers

L'Agence française de développement est un établissement public industriel et commercial chargé du financement de l'aide au développement. Le montant de la dotation de l'AFD est de 400 M€. Son siège social est situé 5 rue Roland-Barthes – 75598 Paris cedex 12.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

a. Normes comptables applicables à l'Agence française de développement

Conformément au règlement 1606/2002 du Conseil européen, les comptes consolidés sont établis selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards — IFRS) telles qu'adoptées par la Commission européenne. Les normes IFRS comprennent les normes comptables émises par l'International Accounting Standard Board (IASB) ainsi que les interprétations données par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC).

Les états financiers, objet du présent document, comprennent les états financiers de synthèse ainsi que les notes annexes. Ils sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et selon la recommandation CNC 99-R-01 relative aux comptes intermédiaires permettant une information allégée en annexe.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

b. Principes et méthodes

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels au titre de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 établis conformément au référentiel IFRS et détaillés dans le paragraphe 2.2 « Principes et méthodes comptables » des états financiers consolidés de l'exercice 2012.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Groupe AFD applique la norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur. Cette norme fournit un cadre homogène de définition de la juste valeur (*Exit price*) ainsi que ses modalités d'évaluation. À ce titre le Groupe AFD comptabilise un ajustement de valeur de ses instruments dérivés au titre du risque de crédit de ses contreparties (*Credit Valuation Adjustment*) et enregistre désormais un ajustement de valeur de ses instruments dérivés au titre de son risque de crédit propre (*Debit Valuation Adjustment*). Les montants enregistrés au 30 juin 2013 au titre de l'application de cette norme s'élèvent à -6,7 M€.

Le Groupe AFD applique l'amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » applicable de façon rétrospective. Cet amendement apporte notamment des modifications sur la comptabilisation des engagements sociaux : suppression de la méthode dite du corridor et enregistrement des effets d'actualisation des régimes à prestation définies immédiatement et en totalité en « autres éléments du résultat global » non recyclables (OCI).

L'actualisation des engagements sociaux se faisant annuellement en fin d'exercice, l'impact de la mise en application de cet amendement sera comptabilisé au 31.12.2013. À titre d'information, l'impact attendu sur la base des données auditées au 31.12.2012 était une perte actuarielle de 4,2 M€ (OCI).

Le Groupe AFD appliquera les normes suivantes adoptées par l'Union Européenne le 29 décembre 2012 et applicables au plus tard aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 :

- amendement à IAS 32 « Instruments financiers : présentation – compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » ;
- norme IFRS 10 « États financiers consolidés » ;
- norme IFRS 11 « Partenariats » ;
- amendement à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », applicables au plus tard aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014.

L'analyse des impacts éventuels dans les comptes consolidés du Groupe résultant de l'application de ces normes sera réalisée au cours du 2^e semestre 2013.

c. Périmètre de consolidation

en pourcentage d'intérêt	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Filiales intégrées globalement			
Soderag	100,00	100,00	100,00
Proparco	57,43	57,43	57,43
Sogefom	60,00	60,00	60,00
Fisea	100,00	100,00	100,00
Propasia	57,43	57,43	57,43
Participations mises en équivalence			
Société Immobilière de Nouvelle Calédonie	50,00	50,00	50,00
Société immobilière de la Martinique	22,27	22,27	22,27
Banque Socredo	35,00	35,00	35,00

d. Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

✓ L'intégration globale

Tous les comptes sont incorporés poste par poste avec constatation des droits des « actionnaires minoritaires ». La même opération est effectuée pour les comptes de résultat.

Sont consolidées par intégration globale la Proparco, la Soderag, la Sogefom, Fisea et Propasia.

✓ L'intégration proportionnelle

Elle consiste à intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments constituant le patrimoine et le résultat de l'entreprise consolidée au prorata de la fraction représentative de la participation de l'entreprise détentrice des titres, sans constatation d'intérêts minoritaires.

Aucune société n'est consolidée par intégration proportionnelle.

✓ La mise en équivalence

Elle consiste à retenir, pour la valorisation de la participation, la situation nette de la société, d'une part, à introduire une quote-part de son résultat retraité, d'autre part, ceci au prorata de la participation détenue dans son capital.

Au 30 juin 2013, cette méthode a été appliquée à trois sociétés dans lesquelles l'Agence française détient directement ou indirectement une participation comprise entre 20 et 50 % et sur lesquelles elle exerce une influence notable : la Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC), la Société Immobilière de Martinique (Simar) et la Socredo.

✓ Remarques sur les autres sociétés

L'AFD détient par ailleurs des participations dans un certain nombre de sociétés sur la gestion desquelles elle n'exerce aucune influence notable. Ces sociétés ne sont pas consolidées, ni globalement, ni par mise en équivalence. Elles figurent à l'actif au poste « Actifs financiers disponibles à la vente ».

2. Éléments saisonniers

De par leurs activités, les sociétés composant le groupe ne sont pas soumises à des cycles d'exploitation saisonniers ayant une incidence sur la lecture des comptes consolidés.

3. Événements de la période

✓ Affectation du résultat de l'exercice 2012

Conformément à l'article 79 de la loi de Finances rectificative 2001 n° 2001-1276 du 28 décembre 2001, le montant du dividende versé par l'AFD à l'État est déterminé par arrêté ministériel, après examen de la situation financière de l'établissement et sur rapport du Conseil d'administration.

Les comptes 2012 ont été approuvés par le Conseil d'administration du 25 avril 2013, un dividende de 62,7 M€ a été versé à l'État. Le résultat non distribué a été porté en réserve.

✓ Financement de l'activité

Pour financer la croissance de son activité pour compte propre, l'AFD a émis au cours du premier semestre trois emprunts obligataires sous forme d'émission publique et trois placements privés pour un volume global de 2,95 milliards d'euros.

4. Événements significatifs postérieurs au 30 juin 2013

Aucun évènement significatif, postérieur à la date du 30 juin, et qui n'aurait pas été pris en compte pour l'établissement des comptes à cette date, n'est intervenu.

5. Notes annexes relatives aux États financiers au 30/06/2013

5.1 Notes relatives au Bilan

Note 1 – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

en milliers d'euros	30/06/2013 IFRS			31/12/2012 IFRS		
	Actif	Passif	Notionnel/ Encours	Actif	Passif	Notionnel/ Encours
Instruments dérivés de taux d'intérêt	1 709	19 493	1 635 218	1 794	32 600	1 866 219
Instruments dérivés de change	34 772	91 497	2 425 755	29 288	81 948	2 229 164
Actifs/Passifs désignés à la juste valeur sur option	20 546		25 000	21 216		25 000
Titres à la juste valeur par résultat	16 611		13 935	13 975		13 837
Credit valuation adjustment (CVA/DVA)		6 659				
Total	73 638	117 648		66 272	114 548	

Note 2 – Instruments financiers dérivés de couverture

en milliers d'euros	30/06/2013 IFRS			31/12/2012 IFRS		
	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel
Couverture de juste valeur						
Instruments dérivés de taux d'intérêt	603 371	403 412	15 148 802	857 694	459 722	11 745 122
Instruments dérivés de taux et de change (swaps de devises)	499 592	255 333	7 302 430	460 014	294 948	6 870 784
Total	1 102 964	658 746		1 317 708	754 670	

Note 3 – Investissements financiers

en milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
	IFRS	IFRS
Actifs financiers disponibles à la vente		
Effets publics et valeurs assimilées	296 526	303 392
OPCVM monétaires	692 768	395 401
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 738	10 332
Participations et autres titres détenus à LT	837 684	794 989
<i>Dont OPCVM non monétaires</i>	<i>43 824</i>	<i>43 346</i>
Sous-total	1 837 716	1 504 114
Dépréciation	-22 116	-26 883
Total des Actifs financiers disponibles à la vente	1 815 600	1 477 231
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Effets publics et valeurs assimilées	585 854	577 619
Obligations et autres titres à revenu fixe	104 664	114 132
Sous-total	690 518	691 751
Dépréciation		
Total des Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	690 518	691 751
Total des investissements financiers	2 506 118	2 168 982

Note 4 – Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013 IFRS		31/12/2012 IFRS	
	À vue	À terme	À vue	À terme
Prêts aux établissements de crédit		4 208 851		4 044 550
Encours sains		4 208 177		4 043 608
Encours dépréciés		674		942
Dépréciations		-53 388		-54 557
Dépréciation sur créances individualisées		-498		-487
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes		-52 890		-54 070
Créances rattachées		25 898		21 069
Ajustements de la valeur des prêts couverts par des instruments financiers à terme		22 493		40 235
Sous-total		4 203 854		4 051 297
Prêts à la clientèle		15 485 314		14 687 238
Encours sains		14 936 059		14 163 392
Encours dépréciés		549 255		523 846
Dépréciations		-500 320		-476 635
Dépréciation sur créances individualisées		-307 592		-304 261
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes		-192 728		-172 374
Créances rattachées		55 269		49 050
Ajustements de la valeur des prêts couverts par des instruments financiers à terme		253 661		515 629
Sous-total		15 293 924		14 775 282
Total des prêts		19 497 778		18 826 579
Autres créances				
Dépôts (trésorerie disponible) auprès des établissements de crédit	637 469	125 000	342 626	100 000
Créances rattachées	584		512	
Total des autres créances	638 053	125 000	343 138	100 000
Total prêts et autres créances	638 053	19 622 778	343 138	18 926 579

Note 5 – Comptes de régularisation et actifs/passifs divers

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013 IFRS		31/12/2012 IFRS	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Financements Trésor		234 024		258 076
Fonds publics affectés		246 048		246 617
Autres actifs et passifs	302 249	1 023 161	43 976	1 105 515
Compte créditeur État français		256 918		319 655
Total des comptes de régularisation et actifs/passifs divers	302 249	1 760 151	43 976	1 929 863

Note 6 – Immobilisations corporelles et incorporelles

<i>en milliers d'euros</i>	Immobilisations			incorporelles	Total
	Terrains & aménagements	Constructions & aménagements	Autres		
Valeur brute					
Au 1 ^{er} janvier 2013	86 998	178 592	51 276	68 673	385 539
Acquisitions	3	5 371	1 337	3 064	9 775
Cessions/Sorties	-14	-1 290	-778	-14 583	-16 665
Autres mouvements	5	-23	17	0	-1
Changement périmètre					0
Au 30 juin 2013	86 992	182 650	51 852	57 154	378 648
Amortissements					
Au 1 ^{er} janvier 2013	2 204	86 956	38 439	53 462	181 061
Dotations	21	2 902	2 209	2 127	7 259
Reprises	-7	-1 289	-727	-14 444	-16 467
Autres mouvements		0	0	0	0
Changement périmètre					0
Au 30 juin 2013	2 218	88 569	39 921	41 145	171 853
Valeur nette	84 774	94 081	11 931	16 009	206 795

Note 7 – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013 IFRS	31/12/2012 IFRS
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes à vue	93 169	2 903
Dettes à terme	6 129	8 843
Dettes rattachées	520	218
Total des dettes envers les établissements de crédit	99 818	11 964
Dettes envers la clientèle		
Comptes créditeurs de la clientèle	1 563	2 782
Dettes rattachées	1	1
Total des dettes envers la clientèle	1 564	2 783
Dettes représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire	200 050	300 000
Emprunts obligataires	14 667 348	12 726 268
Dettes rattachées	137 309	210 085
Ajustements de la valeur des dettes représentées par un titre couvert par des instruments dérivés	430 003	756 795
Total des dettes représentées par un titre	15 434 710	13 993 148

Note 8 – Provisions et dépréciations

Provisions	31/12/2012	Dotations	Reprises disponibles	Écart de change	30/06/2013
Inclus dans le coût du risque					
Risques filiales DOM	32 362	0	1 105		31 257
Autres provisions pour risque	41 027	3 738	3 410	-13	41 342
<i>Sous total</i>	73 389	3 738	4 515	-13	72 599
Exclus du coût du risque					
Provision pour charges - Prêts souverains	450 510	23 711			474 221
Charges de personnel	72 926	0	0		72 926
Provision pour risques et charges	15 091	395	20	0	15 466
Total	611 916	27 844	4 535	-13	635 212
Dépréciations d'actifs					
Établissements de crédit	487	17	6		498
Crédits à la clientèle	304 261	23 969	20 724	86	307 592
<i>Dont Coût du risque</i>		20 768	18 001		
Autres créances	1 453				1 453
Groupe d'actifs homogènes	226 444	25 072	5 898		245 618
<i>Dont Coût du risque</i>		25 072	5 898		
Actifs disponibles à la vente	26 884	1	4 768		22 117
Total	559 529	49 059	31 396	86	577 277

Note 9 – Tableau de variation des capitaux propres

La variation de capitaux propres entre le 31 décembre 2011 et le 30 juin 2013 est présentée dans les États financiers, tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2011 au 30 juin 2013.

5.2 Notes relatives au Compte de résultat

Note 10 – Produit net bancaire

1. Produits et charges d'intérêts

	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS
Opérations avec les établissements de crédit	58 577	63 454
Intérêts sur prêts	58 072	62 924
Intérêts sur placements	505	530
Opérations avec la clientèle	210 881	195 363
Opérations sur instruments financiers	276 029	309 914
Actifs disponibles à la vente	3 723	10 762
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	13 499	14 450
Dérivés de couverture	258 807	284 702
Total produits d'intérêts	545 487	568 731
Opérations avec les établissements de crédit	229	15
Opérations avec la clientèle	16 337	16 444
Opérations sur instruments financiers	428 203	465 666
Dettes représentées par des titres	166 634	174 942
Dettes subordonnées	6 851	6 877
Dérivés de couverture	254 718	283 847
Autres charges d'intérêts	1 276	1 519
Total charges d'intérêts	446 045	483 644

2. Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat

en milliers d'euros

	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS	31/12/2012 IFRS
Actifs/Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 618	2 269	874
Instruments à la juste valeur sur option	1 642	463	367
Résultat de la comptabilité de couverture	24 814	-18 692	1 347
Couverture naturelle	-3 269	-54 191	44 534
Credit valuation adjustment (CVA/DVA)	-6 659		
Total	19 146	-70 151	47 122

Note 11 - Charges générales d'exploitation – Frais de personnel

	30/06/2013 IFRS	30/06/2012 IFRS	31/12/2012 IFRS
Charges de personnel			
Salaires et traitements	61 704	58 864	118 275
Charges sociales	24 223	23 200	49 545
Intéressement	5 134	1 625	3 942
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	5 057	4 639	10 406
Divers	0	- 320	3 282
Refacturation personnel instituts d'émission	- 7 231	- 7 197	- 15 183
Total	88 887	80 811	170 267

Note 12 – Coût du risque

en milliers d'euros	30/06/2013 IFRS			30/06/2012 IFRS	31/12/2012 IFRS
	Dotations	Reprises	Total		
Provisions et dépréciations collectives	28 810	10 413	-18 397	- 25 431	- 16 378
Dépréciations individuelles créances non souveraines	20 768	18 001	-2 767	- 9 561	- 3 681
Pertes sur créances irrécouvrables en capital	1 092	2	-1 090	- 244	- 2 202
Total	50 670	28 417	-22 254	- 35 236	- 22 261

Note 13 – Mise en équivalence

en milliers d'euros	30/06/2013 IFRS		30/06/2012 IFRS		31/12/2012 IFRS	
	Bilan	Résultat	Bilan	Résultat	Bilan	Résultat
<i>Impacts</i>						
SIC	53 912	345	53 533	481	56 210	741
Simar	14 755	1 021	12 592	650	13 734	1 791
Socredo	89 958	1 214	88 212	1 395	88 743	1 927
Total	158 625	2 580	154 337	2 526	158 687	4 459

5.3 Informations complémentaires

Note 14 – Engagements

en milliers d'euros	30/06/2013 IFRS	31/12/2012 IFRS
<i>Engagements reçus</i>		
Engagements de garantie reçus de l'État français sur prêts	1 790 389	2 075 134
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	255 198	141 334
<i>dans le cadre de l'activité de crédit du Groupe</i>	255 198	141 334
<i>Engagements donnés</i>		
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	858 242	1 086 113
Engagements de financement en faveur de la clientèle	6 981 970	7 546 958
Engagements de garantie donnés d'ordre d'établissement de crédit	798 141	744 073
<i>dont l'activité du Fonds DOM</i>	260 073	263 407
Engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle	313 077	343 847

Les engagements reçus sont présentés hors opérations pour compte État.

C. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de l'Agence Française de Développement, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de la Directrice Générale. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.b. « Principes et méthodes » qui expose la prise en compte d'ajustements de valeur au titre du risque de crédit pour les instruments dérivés dans le cadre de l'application de la norme IFRS 13, applicable au 1^{er} janvier 2013.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 26 août 2013

Courbevoie, le 26 août 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Mazars

Arnaud Bourdeille
Associé

Max Dongar
Associé

D. Responsable du rapport financier semestriel

Nom et fonction

Madame Anne Paugam : Directrice générale

Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris le 26 août 2013



La Directrice générale

Anne Paugam